

## TIARET

# La section syndicale de la Cnas monte au créneau

**L'affaire des promotions dont ont bénéficié une dizaine de cadres de la Cnas de Tiaret et qui a fait l'objet d'un mécontentement exprimé dans une lettre anonyme portant de graves accusations et adressée au ministère de tutelle a fait réagir la section syndicale de cette agence, estimant que certaines personnes tiennent à déstabiliser le bon fonctionnement de la Cnas.**

Dans une correspondance officielle, dont une copie nous est parvenue, les syndicalistes veulent se démarquer de ces calomnies. Le directeur de l'agence fait l'objet de reproches, car accusé d'avoir reçu des pots-de-vin de la part des employés promus.

«Ce sont des aberrations que nous rejetons en bloc, car



Photo: DR

depuis l'installation de ce responsable, notre organisme autrefois secoué par des affaires scabreuses liées, entre

autres, à des malversations, détournements et faux usage de faux, a retrouvé sa sérénité», ont tenu à clarifier les représen-

tants des travailleurs, précisant qu'un changement radical est constaté aussi bien au niveau du centre payeur du siège qu'à

travers les autres antennes. Aussi, pour argumenter leur soutien, les syndicalistes, tout en se référant aux affaires qui ont éclaboussé leur secteur les années précédentes, ont tenu à mettre en relief «les décisions prises par l'administration en matière d'amélioration des prestations, le traitement des dossiers en instance, le tout couronné par une entente notable avec le partenaire social».

Pour ce qui est des promotions, dont ont bénéficié, entre autres cadres, deux sous-directeurs, trois chefs de centre, trois chefs de division, et un chargé d'études, le syndicat explique qu'il s'agit d'une régularisation légitime appliquée dans la transparence, d'autant qu'elle a favorisé des cadres ayant végété dans leurs postes depuis 1989.

**Mourad Benameur**

## BOUMERDÈS

## La peine de substitution, une nouvelle forme de sanction

**Qu'en est-il de l'application de la peine de substitution ? C'est en partie à cette question que devaient répondre les magistrats lors de la journée d'information et de formation, tenue jeudi, au tribunal de Boumerdès.**

Trois conférences ont été animées. «L'expérience est positive. Elle connaît une demande avérée auprès des prévenus. Pour l'heure, nous avons au niveau des tribunaux qu'une vingtaine de dossiers pour l'affectation des condamnés définitifs à peines de travaux d'intérêt général.

Le champ d'action reste présentement les seules structures judiciaires qui accueillent ces condamnés en vue d'accomplir leur peine par cette nouvelle forme de sanction», nous a confié Hellali Ali, juge d'application des peines et adjoint du procureur général auprès de la cour de Boumerdès, également animateur de cette journée.

De son côté, une magistrate du tribunal de la ville de Boumerdès estime que cette nouvelle forme de sanction pénale – les travaux d'intérêt général – contribue à faire baisser la délinquance. Dans l'assistance conviée à cette journée, nous avons noté en plus de la pré-

sence des magistrats, celle des élus locaux, des responsables dans l'administration et des acteurs associatifs. Il est clair que la justice entend sensibiliser de manière générale la société en vue d'élargir le champ d'application de cette peine aux diverses administrations et collectivités locales.

Il y a lieu de préciser que, selon la loi, le juge reste souverain quant à l'attribution de ce moyen au condamné. Pour deux heures de travail accompli, le condamné se voit soustraire une journée de prison de sa peine.

**Abachi L.**

## OUM-EL-BOUAGHI

## Mohamed Cherif Abbès inaugure un centre sportif

A l'occasion de la célébration de la journée nationale du chahid, le ministre des Moudjahidine, M. Cherif Abbès, s'est rendu, jeudi, à Oum-El-Bouaghi où il a procédé à l'inauguration d'un centre sportif de proximité baptisé au nom du chahid Kelaïfia Rebai, valeureux combattant de la guerre de Libération. Cette structure rattachée à la direction de la jeunesse et des sports bâtie

sur une assiette de 1 000 m<sup>2</sup> et qui a coûté 80 millions de DA comporte une salle spécialisée et une autre polyvalente pour la pratique de différentes disciplines sportives.

En visitant ce complexe qui sera opérationnel au courant du premier trimestre de cette année, le ministre a insisté sur la plantation d'arbres pour rendre plus agréable le site. Ensuite, le ministre et sa délé-

gation se sont rendus au musée du chahid.

De construction récente, cet édifice renferme tout ce qui est en rapport avec l'histoire de la période coloniale.

Ce musée bien aménagé a coûté 120 millions de DA. Pour la troisième et dernière étape de la journée, le ministre a procédé à la distribution de 24 ambulances médicalisées au profit des EPH et EPSP. A la

question concernant les excuses que doit présenter la France pour le génocide commis contre les Algériens, le ministre répondra que cette demande est légitime et demeure en vigueur.

Il ajoutera que son département envisage de préparer toute une batterie de nouvelles dispositions au profit des moudjahidine et ayants droit.

**Moussa Chtatha**

## Politique de santé et réforme hospitalière en débat

L'université Larbi-Ben-M'hidi d'Oum-El-Bouaghi a abrité, en cette fin de semaine, une conférence sous le thème «Politique de santé et réforme hospitalière».

Cette conférence, qui a regroupé l'ensemble des cadres du secteur de la santé de la wilaya ainsi que le corps des médecins exerçant dans les diffé-

rentes structures hospitalières, se veut un espace d'enrichissement du projet.

Scindée en 8 ateliers traitant des thèmes «Politiques et systèmes de santé», «Protection générale de la santé», «Organisation sanitaire et réforme hospitalière», «Personnels de santé et formation», «Politique pharmaceutique et équipement», «Planifi-

cation sanitaire», «Santé sud et régions spécifiques» et «Ethique et déontologie».

Ces ateliers ont débattu la problématique des méthodes de travail ; des débats fructueux ont vu la participation d'éminents praticiens du secteur.

**M. C.**

## GUELMA

## La nouvelle loi sanitaire : des propositions pour pallier aux carences

Les responsables des structures sanitaires et les associations de Guelma se sont réunis jeudi dans la salle de conférences de la wilaya pour débattre du projet relatif à la nouvelle loi sanitaire.

Au cours de cette rencontre qui s'est déroulée en présence du représentant du ministre de la Santé, les participants ont discuté, en ateliers, des mesures à prendre pour mettre fin aux disparités dans l'accès aux soins. Selon le représentant du ministre, ces rencontres régionales «permettront aux différents partenaires d'enrichir le texte en tenant compte de la spécificité de chaque région». Une série de suggestions et de propositions ont été formulées à l'issue de ces ateliers qui ont duré deux jours.

## Le dinar tunisien ne cesse de dégringoler

Le billet de 10 dinars tunisiens, qui avait atteint au marché parallèle les 700 DA l'été dernier, ne cesse de dégringoler à Guelma depuis les événements qu'a connus ce pays voisin début janvier. La chute de la monnaie tunisienne est due selon les «cambistes» de Guelma au recul remarquable de la demande. «Actuellement, les 100 dinars tunisiens, proposés à moins de 5 000 DA, ne trouvent pas preneur», révèlent-ils.

**N. Guergour**